

ÉLEVAGE

Réception de 1 250
génisses gestantes



P. 2

ÉCONOMIE

A "Bakka Pall",
l'activité des productrices
de patates plombée par
les eaux usées



P. 6

SOCIÉTÉ

Mékhé :
les femmes de l'association
Song Daan veulent un
"financement massif"



P. 7

REPORTAGE

DJIBÉLOR

L'ANCIEN VILLAGE DE RECLASSEMENT RETROUVE SA JOIE DE VIVRE

Fondé avant l'indépendance du Sénégal, l'ancien Village de reclassement social de Djibélor (VRS) qui, jadis, accueillait les patients atteints de la lèpre, constitue de nos jours une seule et unique famille de plus de 400 personnes. Ce patelin qui retrouve aujourd'hui la joie de vivre est longtemps resté séparé des autres contrées de la commune de Niaguis et de Ziguinchor.

LIRE PAGES 4 & 5



ÉLEVAGE

RÉCEPTION DE 1 250 GÉNISSES GESTANTES

■ Par El Hadj Souleymane Faye

Dakar – Le ministère de l’Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l’Élevage déclare avoir réceptionné 1 250 génisses gestantes, samedi, à Niague, dans la région de Dakar, ce qu’il considère comme “une nouvelle étape” de la politique d’autosuffisance en lait du pays.

“Le Sénégal franchit une nouvelle étape dans son ambition d’autosuffisance en lait avec la réception de 1 250 génisses gestantes, dans le cadre du Programme d’amélioration génétique des races”, affirme le ministère dans un communiqué.

Ce programme mis en œuvre par l’Association pour l’intensification de la production laitière “repose sur un triptyque gagnant”, à savoir l’amélioration génétique du cheptel, le développement des cultures fourragères et la modernisation des élevages, selon la même source.

Plusieurs personnalités, dont le président de l’Assemblée nationale, Malick Ndiaye, le ministre de l’Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l’Élevage, Mabouba Diagne, et le secrétaire d’État chargé des Coopératives et de l’Encadrement paysan, Alpha Bâ, ont pris part à la réception des génisses, selon le communiqué.

Depuis 2017, grâce à un partenariat public-privé “solide”, le Sénégal a importé 6 732 génisses de races laitières



performantes, pour un investissement de 13 milliards francs CFA, dont une subvention de 5,4 milliards de l’État, rappelle le ministère. “Le Programme national d’autosuffisance en lait, inscrit dans la stratégie de souveraineté alimentaire, continue de bénéficier d’un soutien considérable de l’État et du secteur privé”, lit-on

dans le communiqué. Le ministère de l’Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l’Élevage estime que “ce programme témoigne de la volonté ferme du Sénégal d’atteindre l’autosuffisance en lait, tout en créant des emplois durables et en renforçant la compétitivité” de l’élevage. ■

HYDROCARBURES

FUITE DE GAZ SUR LA PLATEFORME GTA : LA SECTION DU FORUM CIVIL DE SAINT-LOUIS DEMANDE UNE ENQUÊTE INDÉPENDANTE

■ Par Cheikh Gawane Diop

Saint-Louis – La section du Forum civil de Saint-Louis (nord) réclame la mise en place d’une enquête indépendante au sujet de la fuite survenue sur le champ Grand Tortue Ahmeyim (GTA), entre le Sénégal et la Mauritanie. Dans une déclaration dont l’APS a obtenu une copie, elle informe avoir appris, le 19 février 2025, qu’une fuite de gaz a été détectée au champ gazier (GTA) Grand Tortue Ahmeyim, situé à la frontière sénégal-mauritanienne.



Selon l’antenne saint-louisienne du Forum civil de Saint-Louis, “il s’agirait du puits nommé A02 qui se trouve être l’un des quatre puits du champ gazier durant les activités opérationnelles en cours”. Elle note que “cette fuite de gaz a suscité une vive inquiétude au sein de la population et principalement des acteurs de la pêche”. “Face à cette situation alarmante, le Forum civil section de Saint-Louis demande à l’État du Sénégal et aux entreprises exploitantes la mise en place d’une enquête indépendante pour déterminer les responsabilités et les

défaillances éventuelles [...]” à l’origine de cet incident. Le Forum civil section Saint-Louis, par la voix de son président Mouhamadou Lamine Tal, demande par ailleurs “la publication des résultats de l’enquête” et la mise en place d’un “dispositif de suivi sanitaire et environnemental pour évaluer les conséquences à long terme”. Il insiste pour que des réponses “immédiates” mais surtout “transparentes” soient apportées à cet incident. ■

SOCIÉTÉ NATIONALE AGENCE DE PRESSE SÉNÉGALAISE (APS)

ADRESSE :

Maison de la presse,
Rue 5 x Corniche ouest
Médina (Dakar)

DIRECTEUR GÉNÉRAL :

Momar Diong

DIRECTEUR DE L’INFORMATION ET DES CONTENUS :

Amadou Samba Gaye

CHEF DE SERVICE :

Aboubacar Demba Cissokho

PHOTOGRAPHES :

Pape Demba Guèye
Dieylani Seydi
Aliou Sylla

MONTAGE / INFOGRAPHIE :

Essa Seck

SERVICE COMMERCIALE :

Yaye Fatou Ndiaye
Infoline : 77 280 96 96 - 77 280 95 95



CULTURE

■ Par Moussa Konté

Dakar – **Le Théâtre national Daniel Sorano va proposer des représentations de pièces classiques ayant marqué son histoire, le 17 juillet prochain, à l'occasion de la célébration de ses soixante ans d'existence, a annoncé samedi de son directeur général, Ousmane Barro Dione.**

“Sorano va fêter ses 60 ans officiellement au mois de juillet, le 17 précisément”, a-t-il annoncé en marge de la représentation théâtrale de “L'Aventure ambiguë”, un roman semi-autobiographique de l'écrivain sénégalais Cheikh Hamidou Kane, publié en 1961.

Ce roman qui a reçu le Grand-Prix littéraire d'Afrique noire en 1962, retrace le parcours initiatique de Samba Diallo, un jeune Sénégalais ballotté entre l'héritage traditionnel du pays des Diallobés et l'immersion dans la modernité occidentale.

La pièce inspirée de ce roman, mise en scène par François Xavier Simonin, est interprétée par les comédiens de la Troupe nationale dramatique, avec des jeunes comédiens fraîchement sortis de l'École nationale des Arts, ainsi que des comédiens de Mboumba, à Podor (nord).

Selon Ousmane Barro Dione, la présentation de cette pièce “s'inscrit dans le cadre de la célébration des 60 ans de Sorano”. “Tout au long de l'année, nous allons célébrer le théâtre, nous allons célébrer ce temple historique et mythique de Sorano, qui a vu passer beaucoup de comédiens, beaucoup d'artistes, beaucoup d'administratifs”, a-t-il dit. A ce propos, il a souligné que des “pièces telles que le Zoulou, Soundjata et Pot Mi, entres autres, seront reprises”. ■

CÉLÉBRATION DES 60 ANS DE DANIEL SORANO



CINÉMA

“LES AVENTURES DE KADY ET DJUDJU”, UN INSTRUMENT D'APPROPRIATION DE L'HISTOIRE AFRICAINE

■ Par Moussa Konté

Dakar – **La réalisatrice sénégalaise Fatoumata Bathily, à l'origine d'un film d'animation intitulé “Les Aventures de Kady et Djudju”, présente cette œuvre comme un instrument devant permettre à la jeunesse de s'appropriier l'histoire de l'Afrique et ses valeurs traditionnelles.**

“Ce film est un instrument d'appropriation dont l'objectif est de faire en sorte que nos enfants apprennent leur histoire et s'imprègnent de nos valeurs rationnelles”, a-t-elle déclaré, lors de l'avant-première de cette série, vendredi, au cinéma Pathé, à Dakar. “Les aventures de Kady et Djudju” raconte l'histoire d'un frère et d'une sœur vivant dans la banlieue de Dakar, et qui, un jour, sur le chemin de l'école, rencontrent Latsouk, un mystérieux nain doté de grands pouvoirs qui changera leur vie à jamais.

“En fait, c'est des enfants qui voyagent dans le temps et qui vont à la rencontre des rois, des reines et de notre patrimoine historique et culturel”, a expliqué Fatoumata Bathily, lauréate du prix spécial du jury dans la section “Films d'animation” de la dernière édition du 29e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (22 février-1er mars).

“On a présenté l'épisode L'Aventure du Ghana. C'est un épisode qui montre un aux enfants comment [fonctionnait ledit empire] et comment [...]

vivaient” les habitants de cet ancien royaume africain, principale puissance de l'Afrique de l'Ouest entre le VIe et le XIIIe siècle, a-t-elle dit, ajoutant qu'il s'agit ensuite de leur faire “comprendre qu'en ces temps-là, l'Afrique était souveraine et développée”.

La réalisatrice sénégalaise estime que “les enfants doivent comprendre et être fiers de leur histoire, parce que l'Afrique en général, a une grande histoire et une très belle civilisation”.

Selon le ministre de l'Education nationale, Moustapha Guirassy, ce que Fatoumata Bathily a réalisé à travers son film d'animation, s'inscrit “dans le cadre de notre nouvelle réforme, la réforme de l'éducation”, pour l'avènement d'une “société éducative s'adossant à notre socle endogène de valeurs africaines et spirituelles”.

S'entretenant avec des journalistes à la fin de cette avant-première à laquelle elle avait assisté, a souligné la nécessité de prendre en compte la dimension éducation dans la réforme entamée dans le secteur de la communication, sous l'égide de son collègue Alioune Sall.

Les différents acteurs du secteur doivent travailler à “offrir aux enfants un temps d'antenne et les exposer à des séries, des activités, des documentaires qui portent sur notre histoire et qui renforcent l'éducation”, a indiqué Moustapha Guirassy.



Le directeur de la Cinématographie, Germain Coly, a parlé de ce film d'animation comme d'un “récit très fort que nous pouvons présenter à notre jeunesse mais également au public sénégalais, même les adultes”, avec “la possibilité de redécouvrir l'histoire des grands empires”. Il a salué l’“excellent travail” de Fatoumata Bathily avec ce “produit de très haute qualité”. ■

REPORTAGE

■ Par Modou Fall

Djibélor – Fondé avant l'indépendance du Sénégal, l'ancien Village de reclassement social de Djibélor (VRS) qui, jadis, accueillait les patients atteints de la lèpre, constitue de nos jours une seule et unique famille de plus de 400 personnes. Ce patelin qui retrouve aujourd'hui la joie de vivre est longtemps resté séparé des autres contrées de la commune de Niaguis et de Ziguinchor.

Djibélor ! Quand on évoque ce nom, les pensées vont directement au village de reclassement social. Une localité très connue de tous pour la spécificité de ces habitants. Il fut un moment, souffle-t-on, certains avaient même peur de prononcer ce nom.

De loin, le village de reclassement social de Djibélor créé vers les années 1950 donne l'impression d'une petite cité qui refuse de grandir. Mais, sur place, on se rend compte de l'immensité du site. Bâti sur un titre foncier (obtenu le 1er août 1950) d'une superficie de trois hectares et ceinturé par de géants manguiers, ce village de reclassement social qui accueillait les malades touchés par la lèpre s'agrandit chaque année.

A peine entrés dans ce village jouxtant la route nationale qui mène à Cap Skirring, nous faisons face à la petite chapelle (église) qui se dresse juste à côté de l'école publique élémentaire de Djibélor. Pour pénétrer dans ce village où règne un calme en cette soirée du lundi, nous avons affronté une petite "descente" latéritique distante de moins d'un kilomètre. Elle sépare la RN aux habitations.

Sur place, on découvre un village en plein essor. Et des occupants guéris de leur maladie qui retrouvent la joie de vivre. Les efforts consentis par les services de l'État, notamment le service régional de l'Action sociale de Ziguinchor sautent à l'œil. Outre toutes ces infrastructures à leur bénéfice, les habitants tiennent à verger horticole où ils développent le maraîchage.

Ici, les occupants n'ont rien à envier aux autres villageois. Ils ont de l'eau potable, de l'électricité et leurs enfants vont à l'école dans les mêmes conditions que les autres. Le seul hic, selon l'adjoint au chef du village de reclassement social de Djibélor, Mamadou Coly, c'est le fait qu'ils ne disposent pas de poste de santé et de maternité. Pour se soigner révèle-t-il, ils sont obligés de parcourir une distance de 5 à 7 km pour se rendre au dispensaire de Brin ou à Ziguinchor.

Aussi, s'est-il réjoui, « le village de reclassement social de Djibélor qui a tant souffert de son enclavement et isolement, a aujourd'hui retrouvé le même statut qui régit le fonctionnement des autres villages du Sénégal ».

DJIBÉLOR ! UN ANCIEN VILLAGE DE RECLASSEMENT SOCIAL QUI RETROUVE SA JOIE DE VIVRE



« Djibélor d'aujourd'hui et Djibélor d'hier, c'est totalement différent. Hier il n'y avait que des malades. Le village a évolué », a salué Mamadou Coly. « Nous avons vécu une situation très compliquée. Les gens nous fuyaient. Nous étions très mal traités par nos propres concitoyens. C'était trop difficile. Les gens avaient peur de nous ; parce qu'ils ne savaient pas que la lèpre était une maladie non transmissible. Nous avons été isolés du reste des populations. Dieu merci les choses ont évolué », a-t-il ajouté.

L'étroitesse des maisons décriée

« Nous n'avons pas assez d'espace pour habiter. Nous sommes là serrés comme des sardines. Nos maisons sont étroites », fait observer Mamadou Coly. « Dans ce village nous avons un problème de foncier. Aujourd'hui la population a des problèmes pour avoir un logement adéquat. Le village s'est peuplé mais n'avons pas assez de terres », indique le président de la jeunesse du village de reclassement social de Djibélor, Ibrahima Diédhiou qui a aussi plaidé pour un appropi-

sionnement correct en eau, l'électrification de route nationale menant vers Cap-Skirring et la construction d'un dispensaire. « Nous demandons plus d'aide venant de l'Etat. Ici, l'évacuation des malades fait défaut, faute d'ambulance. Nous invitons l'Etat à davantage appuyer moralement et financièrement les lépreux afin de les permettre de subvenir à leur besoin quotidien », a insisté M. Diédhiou.

« Je suis originaire de Suelle et je vis présentement à Djibélor. Au départ, quand nous étions entre nous malades, c'était très difficile. Aujourd'hui notre condition d'existence s'est améliorée. Néanmoins, nous avons besoin de soutien, nous ne mangeons pas à notre faim, l'accès est difficile, nos maisons sont exigües, car nous y vivons cloîtrées. On aurait souhaité avoir plus d'espace pour construire de nous nouveaux habitats pour y être à l'aise avec nos enfants », confie Aïssatou Badiane ancienne malade. « Certains de nos enfants ont déjà fait une formation professionnelle et jusqu'à présent ne travaillent pas. Nous n'avons pas le soutien de l'état, qui doit notamment nous accompagner », a-t-elle regretté.



La décision de supprimer les villages de reclassement social saluée

Dans cet ancien village de reclassement social, la volonté de l'ex-gouvernement d'en finir avec les VRS est jusque-là une source de joie. L'adjoint au chef de village de Djibélor, Mamadou Coly a complètement changé le cours de leur vie et celle de leurs enfants et petits-enfants. Pour lui, " il n'y a plus de malades dans leur village".

"Nos enfants sont nés ici. Ils ne connaissent que ce village. Si on nous demandait de partir un jour, j'en suis persuadé que personne ne quittera ce village. Certes, la maladie nous a laissé des séquelles. Mais je puis vous assurer que nous sommes tous guéris. Nos enfants et petits-enfants sont en bonne santé", a dit l'adjoint de l'ancien chef du village Moussa Faye décédé le mois de janvier dernier.

Pour Lamine Goudiaby, un habitant du village, " Djibélor n'est plus comme avant où on fuyait les malades".

"Au début, les malades étaient majoritaires dans ce village. Maintenant on peut les compter. De 1976 à aujourd'hui, la population a fortement augmenté. Nous avons un problème d'espace", a fait observer M. Goudiaby. Il a ainsi invité le régime actuel à davantage accompagner les enfants des malades de Djibélor en leur octroyant des bourses sociales pour des formations ou études. Pour lui, "après avoir supprimé les villages de reclassement social, il faut un accompagnement des anciens malades".

Des projets et programmes pour les deux VRS de Ziguinchor

À l'instar des veuves, enfants, personnes âgées, les populations, les familles des villages de reclassement social de Teubi (Niame) et Djibélor (Niaguis) font partie des projets et programmes de l'Etat que met en œuvre à travers la DRAS le Programme pour l'Autonomisation des Personnes atteintes de Lèpre et Familles (PAPALF). Et grâce à ce programme tout un dispositif est actif pour la prise en charge globale des populations qui aussi sont des handicapées à cause de la lèpre, a expliqué le directeur régional de l'action sociale de Ziguinchor, Seydou Nourou Thiam.

Ces anciens malades a-t-il dit, « ont également bénéficié de la carte d'Égalité des Chances(CEC), qui leur donne droit à la bourse



de sécurité familiale". "Ces villages ont pour aussi bénéficié de kits scolaires pour les enfants (jardin jusqu'au lycée), de la formation des jeunes, d'un bloc maraicher sans oublier la construction de maisons », a fait valoir le directeur régional de l'action sociale. MNF

MAMADOU COLY, ADJOINT AU CHEF DE VILLAGE, ATTACHE A DJIBELOR

Il est des gens qui quittent leur village d'origine pour diverses raisons et qui ne veulent plus y retourner. C'est le cas du vieux Mamadou Coly, l'un des tous premiers occupants du village de reclassement social de Djibélor. Il souhaite mourir sur ces terres et y être inhumé.

Quand il quittait Suelle, son village natal situé dans l'arrondissement de Sindian pour rejoindre le VRS de Djibélor, il ne savait pas qu'il allait être guéri de la lèpre et fondé sa propre famille. Mais, par la grâce de Dieu, tout s'est concrétisé. Étant malade, il a dû se battre. Bien qu'il soit affaibli par la maladie, Mamadou Coly veut toujours rester lui-même. Il entend se battre jusqu'à son dernier souffle pour protéger les intérêts du village qui l'a vu grandir. Il a vécu un épisode douloureux dans sa vie à cause de cette maladie qui a déformé les membres de son corps.

Né le 31 décembre 1934, Mamadou Coly se souvient encore du jour où il quitta sa famille pour un endroit qu'il ne connaissait pas. La séparation avec ses proches est toujours une onde de choc.

« C'était trop compliqué, relate-t-il. Je me rappelle que, quand je quittais mon village, mon papa me disait que j'allais mourir de faim à Djibélor parce qu'il ne devrait y avoir personne pour s'occuper de moi. Il ne voulait pas que je sois interné à Djibélor. J'étais encore jeune. Moi, je n'avais peur de rien. Parce que je

savais que j'allais y trouver d'autres patients. A l'époque, cette maladie était très méconnue des populations. Certains disaient même qu'elle était contagieuse. J'avais alors, cette envie de protéger les autres. Voilà pourquoi j'avais décidé de partir. Aujourd'hui, je ne regrette rien du tout », lance avec assurance, Mamadou Coly.

Serait-il prêt un jour à rentrer dans son village ? Le vieux Coly répond par la négative. Pour lui, c'est Djibélor qui l'a couvé et, c'est ici où il veut être inhumé. Son souhait le plus ardent, c'est d'être aux côtés de ceux-là avec qui, il a eu à partager les pages les plus sombres de sa vie.

« Quelqu'un ajoute-t-il, a une fois essayé de me faire retourner au village. En contrepartie, il a proposé de m'installer une boutique. Mais, j'ai dit non. Je préfère rester ici. Les gens nous ont stigmatisés, rejetés et traités de tous les noms. Je me rappelle que, quand les mangues tombaient les gens de Ziguinchor refusaient de les consommer par peur d'être contaminés. Tout ça, c'est fini maintenant. Et je ne souhaite pas quitter cet endroit même si on me proposait des millions de francs CFA », souligne celui qui fait partie de la première vague de patients à être internés au VRS de Djibélor.

La stigmatisation le vieux Mamadou Coly en a vu de toutes les couleurs. Un jour renseigne-t-il, quelqu'un m'a fait savoir que si je mourais il n'y aurait personne pour s'occuper de ma dépouille parce que j'étais malade de la lèpre.

Âgé aujourd'hui de 90 ans, Mamadou Coly se bat aux côtés de ses pairs pour l'extension de leur village. Un projet qui leur est si cher et freiné par un grand trou situé à l'extrême nord du village. Aujourd'hui, le vieil homme et tous les villageois veulent que ce site soit remblayé au grand bonheur des habitants et gage d'un développement endogène. ■

ÉCONOMIE

■ Par Ousmane Gaye

Gaya – De nombreuses productrices de patate des villages de Ndiarème et Gaya ont abandonné leurs périmètres à cause d'une fuite fréquente de la conduite d'eaux usées qui traverse une bonne partie de la marre dénommée "Bakka Pall", considérée jusqu'ici comme une aubaine pour les femmes de cette partie du département de Dagana (nord).

Sur cette marre dénommée "Bakka Pall" située sur le bord du fleuve Sénégal, à la sortie de l'hivernage, plusieurs femmes de ces deux villages s'adonnent au repiquage des périmètres. Une activité qu'elles pratiquent depuis plusieurs années après le tarissement des lieux.

À "Bakka Pall", ce sont des femmes d'un âge mûr qui sont les premières à se rendre sur le site pour vérifier et constater l'état d'avancement du tarissement de la marre, dans l'optique de pouvoir respecter le temps de l'emblavement qui se pratique avant le retrait des eaux. Les productrices ne quittent d'un iota les lieux, pendant que le tarissement de "Bakka Pall" se poursuit à grands pas, car l'emblavement doit se faire avec la fertilité des sols qu'offre la marre.

En cette matinée très ensoleillée, sous un climat peu favorable, une vague de poussière souffle sur la ville de naissance de Seydi El Hadji Malick Sy (1855-1922). Le président de l'Union nationale des usagers des forages ruraux (UNAFOR), Modou Diouf, est venu s'enquérir de la situation hydraulique liée au manque d'eau potable, auquel sont confrontées les populations de la commune de Gaya.

Lors de son séjour, il est allé à la rencontre de ces femmes productrices de patate qui lui ont exposé leurs doléances, portant notamment sur la fuite fréquente de la conduite d'eau qui plombe les activités de "Bakka Pall".

Une campagne fortement retardée par la fuite

Cette nouvelle campagne de patate a connu un changement avec la montée des eaux fluviales qui a impacté toute la zone et retardé fortement la période des semis. Avec les aléas du changement climatique, les productrices sont obligées d'attendre le moment propice pour se lancer pleinement dans leur campagne. "De nombreuses femmes ont décidé d'abandonner leurs périmètres, parce que leurs surfaces sont toujours sous les eaux. Cette fuite progressive du tuyau est la principale raison de cet abandon", a indiqué Awa Sarr, une des productrices trouvées sur place.

Selon cette productrice, le principal frein à l'activité économique des femmes productrices de patates est lié au tuyau qui traverse les plants et déverse chaque jour des eaux usées dans la marre. Elle souligne que bon nombre de ses collègues ont eu des craintes quant à une bonne campagne, car les plants sont toujours sous les eaux. "Avec cette situation, la campagne risque de ne pas aller à son terme. C'est pourquoi beaucoup de femmes ont préféré abandonner au lieu de s'engager dans cette aventure", a expliqué la native de Ndiarème.

Elle indique que depuis bientôt sept ans, des dégâts et des pertes "sont enregistrés, mais c'est après avoir découvert la fuite que les productrices se sont rendues compte de l'abandon de certaines productrices. Auparavant, dit-elle, il était impossible pour elles de connaître les véritables raisons du retard du retrait de la marre,

À "BAKKA PALL", L'ACTIVITÉ DES PRODUCTRICES DE PATATES PLOMBÉE PAR LES EAUX USÉES



soutenant que les femmes pensaient que la situation était liée à la montée des eaux fluviales, mais après des diagnostics, elles ont pu retrouver la véritable raison.

Elle a indiqué que des efforts ont été consentis pour évacuer les eaux des périmètres agricoles mais les tentatives ont été vaines à cause de l'ampleur des eaux usées qui envahissent les champs de patates. "Normalement, on devait être en mi-campagne. Mais, là, je pense que nous l'avons raté, car même si les eaux s'étaient retirées, il nous sera très difficile de rattraper les autres femmes", se désole la quarantaine.

Elle a souligné que des démarches ont été faites pour alerter les autorités locales et le gestionnaire du forage, ainsi que les comités inter-villageois, mais leurs tentatives sont restées sans suite favorable.

D'après elle, jusqu'à ce jour, aucun acte concret n'a été posé pour trouver des solutions à ce phénomène. "Notre appel ne devait pas rester sans suite, mais là nous notons une absence totale de la volonté publique à notre égard, personnellement je n'arrive pas à comprendre ce silence des responsables", s'interroge Awa Sarr.

À quelques mètres d'elle, se trouve une autre productrice, Nogaye Seck. Cette productrice qui a fait treize années sur "Bakka Pall" a assisté pratiquement à toutes les récoltes enregistrées au niveau de cette marre.

Les autorités invitées à prendre des mesures

"Les récoltes ne sont plus bonnes. Depuis sept ans, chaque année devient encore pire que celle précédente, malgré les efforts que nous faisons pour sauver notre campagne. C'est cette situation qui est à l'origine de l'abandon de plusieurs d'entre nous", a-t-elle expliqué, rappelant que par le passé, la marre refusait du monde et les gens avaient même du mal à s'entendre à cause du bruit. Mais aujourd'hui, poursuit-elle, tout semble chan-

ger, beaucoup de femmes ont décidé d'abandonner leurs plants parce que les eaux envahissent incessamment les périmètres. "Cette fuite nous a vraiment causé du tort et nous ne savons plus comment faire et à qui s'adresser. C'est pourquoi certaines ont préféré aller faire autres choses que de s'aventurer dans une activité sans rendement, a-t-elle déploré.

Awa Sarr estime que du retard a été accusé pour cette année, mais elle espère que la situation va revenir à la normale. À Gaya, la culture de patates constitue de nos jours une véritable activité pour de nombreuses femmes de la localité qui se fournissent de rente après chaque récolte enregistrée à la mare "Bakka Pall".

Dès les premières lueurs de l'aube, elles quittent leur domicile pour rejoindre leurs plants qu'elles arrosent et restent sur le site jusqu'à treize heures, avant d'y retourner le soir. À cette heure, elles arrosent encore les plants pour être sûres de la fertilité des sols aménagés. "Bakka Pall est notre deuxième maison. Nous avons connu toute sorte de bonheur avec ces périmètres. C'est pourquoi, rien ne pourra nous séparer de cette marre car, c'est un gagne-pain pour toutes les femmes de la commune", confie Awa Sarr.

"Nous enregistrons chaque année des rendements très satisfaisants qui nous permettent de participer aux dépenses quotidiennes et de subvenir aux besoins de nos enfants", a estimé la productrice qui révèle tirer son épingle du jeu depuis bientôt dix ans.

Sur ce site, les hommes y viennent aussi après les récoltes pour de petites tâches qui leur permettent de se faire de l'argent. Face à cette situation, Nogaye Seck invite les autorités à prendre des mesures urgentes pour régler définitivement ce problème qui plombe cette activité génératrice de revenu, devenue incontournable à Gaya et environs. Elle souhaite également que des financements soient octroyés aux femmes productrices pour que ces dernières puissent s'activer dans la transformation des produits locaux. ■

SOCIÉTÉ

■ Par Momar Khoulé Bâ

Mékhé – **La présidente des femmes de l'association "Song Daan" de Ngaye Mékhé a plaidé samedi, pour un "financement massif" des femmes de sa commune, qui s'activent surtout dans la tannerie, l'artisanat et la transformation de céréales locales, en vue de renforcer l'autonomisation des femmes.**

"Seul un financement massif peut faciliter l'autonomisation des femmes qui sont dans diverses activités ici à Ngaye", a dit Awa Thiam, en marge d'une conférence islamique organisée par la section féminine de l'association "Song Daan", à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme, au quartier HLM de Mékhé.

Le prêcheur Madiama Mbaye animait cette conférence portant sur le thème "La femme porteuse de l'empathie dans les foyers". Selon lui, les femmes sont porteuses de quiétude dans les familles. "Leur rôle est vital pour la stabilité des familles", a dit le conférencier, selon qui, "il suffit de jouer [la carte de] la transparence avec les femmes, pour qu'elles assurent un fonctionnement correct et sans préjugé dans les foyers". Pour l'imam Abdoulaye Djité, modérateur de la conférence, le sujet abordé répondait à une "préoccupation de l'heure car

MÉKHÉ : LES FEMMES DE L'ASSOCIATION SONG DAAN VEULENT UN "FINANCEMENT MASSIF" POUR S'AUTONOMISER



pratiquement toutes les mésententes dans les foyers portent la responsabilité des hommes". Il a ajouté que les chefs de famille "gagneraient à se confier régulièrement à leurs épouses, pour que règnent l'entente et la paix dans les demeures". A travers cette conférence, Mor Diop, responsable moral de "Song Daan" voulait aussi rendre hommage à d'illustres femmes qui ont marqué Ngaye Mékhé. "Notre principal souci, en plus de rendre hommage aux femmes, était d'offrir en exemple ces

grandes dames qui ont positivement marqué Ngaye Mékhé", a-t-il expliqué. Mor Diop a salué la mobilisation des femmes de Ngaye Mékhé à travers cette rencontre, avant de faire part de son ambition de regrouper, sous la forme d'une "grande coopérative", les femmes s'activant "dans la tannerie, la transformation des céréales locales, la confection des pagens entre autres", en vue de "fédérer l'ensemble des activités exercées par les femmes de l'association Song Daan". ■

MEDIAS : OULIMATA, UNE JOURNALISTE DISCRÈTE AU PARCOURS HONORABLE

■ Par Baboucar Thiam

Thiès – **Journaliste dans l'âme, avec 10 ans d'expérience en bandoulière, Oulimata Fall est de ces héroïnes qui se battent au quotidien, sans tambours ni trompettes, pour exceller dans leur domaine de prédilection. Femme de média au parcours dynamique, elle se bat au quotidien depuis plus de 10 ans, pour hisser haut le flambeau du métier qu'elle s'est choisi : le journalisme.**

Présentatrice vedette d'une chaîne de télévision locale, "Ouli" comme l'appelle affectueusement ses proches, a un parcours honorable qu'elle ne se lasse pourtant pas de parfaire. Titulaire d'un bac L décroché en 2012 au lycée de Guéoul, elle atterrit à la Faculté des lettres.

Son amour pour le journalisme l'amène toutefois à embrasser ce métier, d'abord sur le tas, en intégrant la rédaction de la radio Oxygène de Pikine, où elle a été reporter pendant trois ans (2013-2016), sans formation de base en journalisme. Après cette expérience, elle s'inscrit à l'université des métiers du développement (UMD), une école de formation en journalisme basée à Thiès, où elle obtient une licence.

Concomitamment à sa formation à l'UMD, Ouli exerce son métier de cœur à Walf Thiès, où elle a assuré le journal local pendant "quatre années". "Par la suite, j'ai observé une pause de deux à trois ans, pour des raisons de santé", se souvient-elle. Cette parenthèse fermée, elle est cooptée comme cheffe d'édition à Central FM, une radio locale. "Au même moment, j'étais la correspondante du quotidien Besbi Le Jour", renseigne-t-elle.

Après Central FM, Oulimata dépose ses baluchons à la rédaction du groupe Prestige à Thiès, en tant que rédactrice en cheffe du journal de la radio. Dans le même temps, elle monnaye ses services au Journal du pôle, spécialisé dans l'actualité du pôle urbain de Diamniado.



Adeptes du journalisme de terrain, avec un penchant marqué pour les questions environnementales, Oulimata n'hésite pas à arpenter les dunes de sable de Lompoul ou de Diogo, ni à parcourir les périmètres maraîchers de Notto Gouye Diama et d'une bonne partie de la zone des Niayes, à la quête d'informations de qualité.

La trentaine révolue, celle que ses amis et confrères décrivent comme "calme et sérieuse", n'en est pas moins une "bosseuse hors pair". Un engagement récemment récompensé par le deuxième prix du meilleur reportage en presse écrite, qu'elle s'est vu décerner lors du dernier gala de la Convention des jeunes reporters du Sénégal (CJRS), structure dont elle est le point focal à Thiès.

La native de Guéoul est qualifiée de "respectueuse (et) sensible aux causes sociales", comme en témoigne son confrère et ami Isidore Alexandre Sène, lequel évoque aussi son engagement pour la cause des femmes, qui transparait à travers ses reportages. "C'est une femme très engagée, ce qui explique sa présence dans plusieurs organisations de la société civile", dit-il.

Le caméraman Matar Diarra salue, en elle, une journaliste "travailleuse et généreuse", qui n'hésite pas à partager son expérience professionnelle autour d'elle. En ce mois de Ramadan, elle ne se fait pas prier pour inviter du monde chaque soir à venir rompre le jeûne chez elle, malgré un emploi du temps chargé. ■

SOCIÉTÉ

■ Par Khady Mendy

Dakar – **Première femme sénégalaise à obtenir un diplôme d'études supérieures, Henriette Bathily (1927-1984) a vécu en pionnière de la cause féminine. Son influence sur la vie culturelle du Sénégal et son militantisme pour la promotion des droits des femmes représentent un précieux legs pérennisé à travers un musée qui porte son nom.**

Reyane Henriette Bathily était une femme polyvalente et engagée dans différentes causes. Son courage et sa brillance intellectuelle ont fait d'elle la première femme sénégalaise à obtenir un diplôme d'études supérieures.

Entre 1947 et 1951, elle fait des études en puériculture et périnatalogie en France, lesquelles la conduiront à prendre les rênes des Ballets africains, l'une des premières compagnies de danse africaine au monde, créée par le Guinéen Fodéba Keïta.

Sa passion des médias, ajoutée à son combat en faveur de la gente féminine, vont le conduire à créer un journal intitulé Femmes de Soleil, en collaboration avec d'autres figures féminines comme Annette Mbaye d'Erneville, Oulimata Ba, Solange Faladé et Virginie Camara. Son expérience dans le domaine médiatique ne s'est cependant pas limitée à ce premier coup d'essai. A son retour au bercaïl après de longues années vécues en France, elle hérite de la direction du quotidien Radio Mali qui, après l'éclatement de la Fédération du Mali, deviendra Radio Sénégal. Henriette Bathily fit de l'intégration pleine des femmes dans les milieux culturel et médiatique, dominés grandement par des hommes, son sacerdoce.

HENRIETTE BATHILY, **UNE JOURNALISTE ET PROMOTRICE CULTURELLE PIONNIÈRE**



Son soutien envers le mouvement des femmes et le travail des femmes est resté indéfectible tout au long de sa carrière. En 1975, s'était tenu, avec son appui, la première exposition itinérante nationale sur la place et le rôle des femmes sénégalaises dans les rituels, sous l'égide du Club Soroptimist international de Dakar.

Les démarches et initiatives multiples d'Henriette Bathily pour la valorisation de la culture et la floraison de l'industrie culturelle sénégalaise font que son nom restera à jamais gravé au panthéon des acteurs culturels émérites. En plus de son engagement dans le journalisme à son retour de France, elle a également noué des collaborations fructueuses avec notamment Maurice Sonar

Senghor au Théâtre du Palais et au Théâtre national Daniel Sorano. Elle a assuré, à 36 ans et jusqu'à sa disparition en 1984, la fonction de directrice du service culturel du centre culturel français de Dakar.

En guise d'hommage posthume, son amie et collègue Annette Mbaye d'Erneville, alors directrice du consortium de communications audiovisuelles en Afrique, mit sur orbite, le 17 juin 1994, le musée de la Femme Henriette Bathily, avec le soutien de Adama Cissé Wellé et Ousmane William Mbaye. L'aspect formation des femmes à des métiers permettant d'accéder à une indépendance financière est le cœur d'activité dudit musée, en droite ligne avec les combats de sa marraine. ■

SPORT

TOURNOI DE LA CEDEAO : **LES LIONS REMPONENT LA 13È ÉDITION**

■ Par Birane Hady Cissé

Dakar – **L'équipe du Sénégal a remporté la 13e édition du tournoi de lutte de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), en dominant celle du Nigéria (4-1), samedi, à Abuja, la capitale de ce pays.**

Les lutteurs sénégalais ont désormais remporté sept reprises des 13 éditions du tournoi de lutte de la CEDEAO communément appelé TOLAC. Le Bénin, en dominant (5-0) la Guinée Conakry, s'empare de la troisième place de ce tournoi démarré jeudi et qui s'est déroulé sous format mixte (hommes et de femmes).

En individuel, le Sénégal a décroché trois médailles d'or par Siny Bargny (86 kg), Tony Jr (100 kg) et Ngagne Sène (120 kg). La lutteuse Safiétou Goudiaby (66kg) a remporté une médaille d'argent. ■

